# Agriculture Traditionnelle Et Échecs Des Politiques De Gestion Des Aires Protégées En Côte d'Ivoire : Le Cas De La Réserve De Lamto

N'goran Ahou Suzanne
Doctorante en Géographie, Université Félix Houphouët Boigny
Langue de présentation : le français

#### **Abstract**

From more than 16 million hectares of forest in the 1960s, Côte d'Ivoire now disposes of less than 2 million hectares left. In fact, the farming has rapidly back away vegetal resources. Even protected areas such as the reserve of Lamto, created to ensure the conservation of vital sample representative of biodiversity are threatened by agricultural activities in such a way that their management remains problematic. The reserve of Lamto is a delicate protected area throughout its size and its localization; for it has a modest surface of 2,500 hectares and it is situated in a zone that has contact with the forest and the savanna what the ecologists qualify as a delicate ecosystem. Moreover it is surrounded by an important riverside population whose main activity is farming. It is about a diversified farming but traditional itinerant on burning with elementary working tools and strongly dependant on the climate. In short, it is a space consuming farming. Today, the increasing demand of farming area leads the riverside population to exercise a heavy pressure on the reserve whence the menace of the failure of its political management. its political management.

Keywords: Traditional farming, Riverside population, Protected areas, durable development, farming season

### Resume

De plus de 16 millions d'hectares de forêt dans les années soixante, la Côte d'Ivoire dispose de moins de 2 millions d'hectares de forêt actuellement. En effet, l'agriculture a fait reculer rapidement les ressources végétales. Même, les aires protégées telle que la réserve de Lamto qui ont été crées pour assurer la conservation d'un échantillon viable représentatif de la biodiversité sont menacés par les activités agricoles au point ou leur gestion reste problématique. La réserve de Lamto est une aire protégée fragile de par

sa taille et sa localisation. Car elle a une superficie modeste de 2500 hectares et est située dans une zone au contact de la forêt et de la savane que les écologistes qualifient d'écosystème fragile. De plus, elle est entourée d'une importante population riveraine dont l'activité principale est l'agriculture. Il s'agit d'une agriculture diversifiée mais traditionnelle, itinérante, sur brûlis avec des outils de travail élémentaires et fortement dépendante du climat. En somme, c'est une agriculture consommatrice d'espace. Aujourd'hui, la demande accrue d'espace agricole conduit la population riveraine à exercer une forte pression sur la réserve d'où la menace d'échec de la politique de gestion de celle-ci.

**Mots-Cles:** Agriculture traditionnelle, population riveraine, aires protégées, développement durable, saison culturale

## Introduction

En Côte d'Ivoire, les aires protégées sont reparties sur les différentes zones écologiques en vue de conserver un échantillon viable représentatif de la biodiversité afin de permettre une utilisation rationnelle des ressources naturelles et instaurer un développement durable. Cependant, force est de reconnaître que la politique gouvernementale de conservation des aires protégées n'a pas toujours donné les résultats escomptés. En effet, de Houphouët Boigny à Alassane Ouattara, les différents régimes qui se sont succédé ont toujours fait de l'agriculture le pilier de l'économie du pays (N'ZRAMAN, 2012). Dans le célèbre slogan « le succès de ce pays repose sur l'agriculture », l'on pourrait, sans se tromper remplacer « l'agriculture » par la « forêt » (N'GUESSAN, 2010). La création des plantations s'est faite sans plan préétabli. Elle a été laissée à la seule initiative des planteurs qui choisissaient eux-mêmes les lieux d'implantation de leurs exploitations et choisissaient eux-mêmes les lieux d'implantation de leurs exploitations et défrichaient autant d'hectares qu'ils désiraient. Les agriculteurs poussés par le besoin de trouver plus de terres à cultiver, ont souvent envahi les forêts les transformant en cultures au détriment de l'environnement (DIAN, 1985). De plus, une enquête réalisée par l'Agence Nationale du Développement Rural (ANADER) en 1997 et publiée en 1998, confirme que le taux d'équipement des agriculteurs est très faible et la grande majorité pratique la culture manuelle. Seulement 0,95% des exploitants disposent d'un tracteur, 0,70% d'une faucheuse 0,32% d'un motoculteur, 4% d'une charrette, 8% d'une charrue et 8% d'un pulvériseur. La disparition de la forêt est donc liée à un dynamisme agricole ivoirien caractérisé par une faible modernisation. Répondre aux besoins alimentaires et économiques sans accorder une attention suffisante aux retombées des pratiques agricoles sur l'environnement a provoqué sa détérioration (KABALA, 1995). De plus de 16 millions d'hectares de forêt dans les années soixante, la Côte d'Ivoire

dispose de moins de 2 millions d'hectares de forêt actuellement. Cette petite portion restante est composée en majeur partie d'aires protégées qui subissent par conséquent de véritables menaces de destruction (DIAN, 1985). Aujourd'hui, il se pose un problème de conciliation de l'agriculture et de la gestion des aires protégées telle que la réserve de LAMTO. Cette préoccupation suscite une question essentielle. Comment l'agriculture traditionnelle contribue à l'échec de la gestion des aires protégées ?

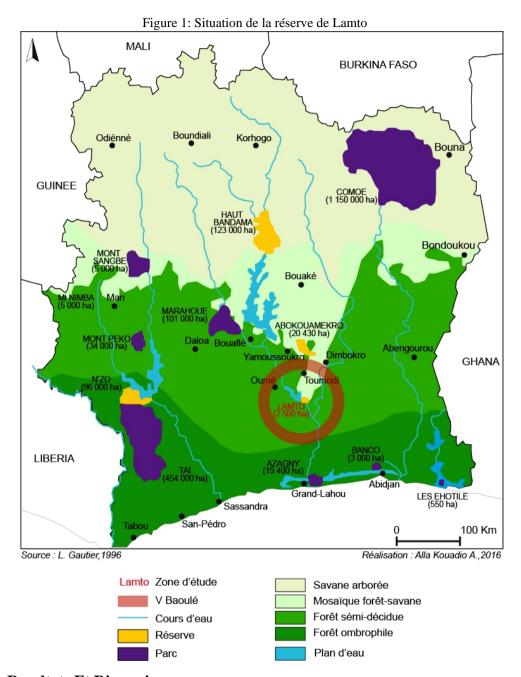
Pour répondre à cette question, ce travail se propose d'étudier les caractéristiques de l'agriculture ainsi que son impact sur la préservation de la réserve afin de saisir les conditions d'un développement durable des populations et de la réserve.

populations et de la réserve.

## Methodologie

Methodologie

Les résultats d'une enquête menée en 2012, ont permis la réalisation de cette étude. La réserve de Lamto qui fait l'objet de cette étude est située dans la partie centrale du territoire ivoirien, dans une zone qui assure la transition entre la forêt semi-décidue tropicale et les savanes (carte n°1). Elle a une superficie de 2500 hectares et est entourée de plusieurs villages. Nous avons choisi de réaliser une enquête socio-économique dans les villages afin de connaître les caractéristiques de leur activité principale à savoir l'agriculture. En se conformant à des critères jugés pertinents et capables de renseigner sur les activités des populations riveraines et leur rapport avec la réserve, le dixième du total des ménages des villages recensés par l'INS a été interrogé, au total 208 ménages sur 2087 ménages.



## **Resultats Et Discussion**

I-Les caractéristiques de l'agriculture de la zone de Lamto

1.1-Agriculture comme activité principale

L'activité économique principale de tous les villages reste l'agriculture (figure 1).

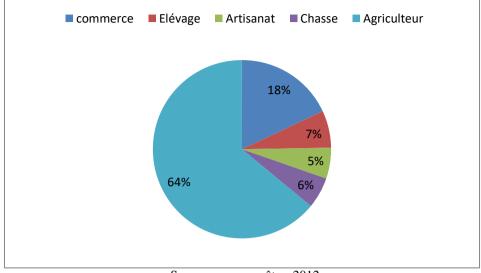


figure 1 : Activités économiques de la population riveraine

Source: nos enquêtes, 2012

L'agriculture occupe plus de la moitié de la population riveraine, soit 64%. Les autres secteurs comme le commerce, l'élevage, la chasse et l'artisanat représentent respectivement 18%, 7%, 6% et 5%. Comparativement à l'agriculture, les autres secteurs d'activité sont moins représentés. L'agriculture est l'activité la plus pratiquée. Cela est d'autant plus normal puisque nous nous trouvons dans une zone rurale. C'est l'activité qui procure aux riverains nourritures et devises. La description des différents outils utilisés permet d'aborder une des caractéristiques de cette agriculture.

## Instruments de travail rudimentaires

Tout au long de l'année, l'homme et la femme, participent aux travaux des champs. Les enfants eux-mêmes ne restent pas inactifs; très tôt ils accompagnent les adultes et, si leur aide n'est pas d'un grand poids, ils rendent malgré tout de menus services: ils vont chercher l'eau pour boire, récoltent des fruits comestibles, participent au nettoyage du terrain de culture, et surtout apprennent leur rôle en observant les adultes. En fait, on a deux instruments privilégiés: la machette, grande lame emmanchée, qui est l'arme et l'outil à tout faire et la daba qui est la houe locale. La lame de la machette est très tranchante, elle est traditionnellement affûtée sur le granite, mais aujourd'hui on utilise de plus en plus la lime. L'autre outil maître est la daba. Celle-ci est fabriquée à partir de métal de récupération. Si la machette et la daba sont les deux outils miracles, il est un troisième instrument qui prend une grande importance, c'est la hache. Elles servent lors des

défrichements à abattre des arbres de moyen calibre qui jusqu'à présent, étaient épargnés, la machette ne s'en prenant qu'aux arbustes. La hache sert aussi à la femme pour casser les gros bois de chauffe en morceaux de petites dimensions, compatibles avec le foyer (MONNEY, 1969). Cette description de MONNEY permet de comprendre le caractère élémentaire et rudimentaire des outils utilisés. Le travail se fait à la main depuis le défrichement de l'espace jusqu'à la récolte. C'est un travail pénible impliquant tous les membres de la famille. Aujourd'hui, avec l'avènement de l'hévéaculture l'on utilise de plus en plus des tronçonneuses pour abattre les arbres. Les outils rudimentaires amènent les populations riveraines à pratiquer des cultures sur brûlis.

## Techniques de culture extensives basées sur le brûlis

Les riverains sont très actifs, souvent entreprenants avec une diversité de cultures. Cependant, le paysan reste un traditionnaliste. Cette agriculture ouverte reste malgré tout une agriculture traditionnelle attachée à son outillage rudimentaire et élémentaire : la machette et la daba. C'est une agriculture basée essentiellement sur le brûlis. La création des champs suit un processus. Pour commencer l'agriculteur prospecte toute la brousse, puis identifie l'espace à défricher pour l'implantation de nouveaux champs. Après, il coupe les arbustes et désherbe l'espace. Les débris végétaux sont mis à sécher quelques jours avant d'être brulés. Quelques débris sont également regroupés et brulés autour des grands arbres pour les tuer. Les nouvelles techniques agricoles ne sont utilisées. Ni la machine, ni l'engrais ne sont utilisés (tableau 1).

Tableau 1: Taux d'utilisation d'engrais dans les villages riverains

LIEU/UTI_ENGR	Non réponse	Oui	Non	TOTAL
Ahéremou 1	0,5%	1,0%	4,6%	6,2%
Ahéremou 2	0,5%	1,5%	6,2%	8,2%
Pacobo	0,5%	0,0%	13,9%	14,4%
Oussou	0,0%	0,0%	3,6%	3,6%
N'Dagnamien	2,6%	2,6%	5,1%	10,3%
N'Denou	0,5%	4,1%	6,2%	10,8%
Kotiessou	2,1%	2,1%	6,7%	10,8%
Zougoussi	0,0%	0,0%	2,1%	2,1%
Ahouakro	3,1%	3,1%	22,1%	28,2%
Kokoti-Kouamekro	0,5%	3,1%	2,1%	5,6%
TOTAL	10,3%	17,4%	72,3%	

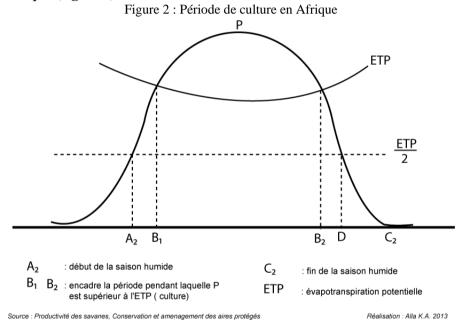
Source: nos enquêtes, 2012

Les villageois utilisent très peu voir presque pas d'engrais. Dans tous les villages l'engrais quant il est utilisé ne concerne qu'une petite minorité. Les taux donnent 4,1% pour N'denou. C'est le village qui a le plus fort taux d'utilisation d'engrais. Ensuite, suivent les villages de Ahouakro, Kokotikouamekro, N'dagnamien et Kotiessou avec respectivement des taux de 3,1%, 3,1%, 2,6% et 2,1%. Enfin, il existe des villages où l'on n'utilise pas du tout l'engrais. Il s'agit, de Pacobo, Oussou et Zougoussi. Dans ces villages, le pourcentage donne 0% pour chacun. Au total le pourcentage de ceux qui utilisent l'engrais est 17,4% contre 72,3% pour ceux qui n'utilisent pas du tout l'engrais. C'est un tableau sombre, car l'engrais permet de mobiliser moins d'espace pour produire plus. Dans le sens contraire, sans engrais le cultivateur mobilise plus d'espace pour produire peu. La faiblesse des rendements amène les riverains à diversifier les cultures, mais plus encore à étendre ses cultures pour espérer une meilleure récolte. C'est une agriculture traditionnelle extensive avec des cultures itinérantes sur brûlis. Les travaux des champs suivent le rythme des saisons. Les défrichements commencent en début d'année vers février, puis vient le moment des semis et du buttage. En fin d'année, après la saison des pluies, c'est la récolte. Et le cycle recommence. Lorsque la baisse de la fertilité du sol affectant les rendements est constatée, le cultivateur abandonne le terrain pour de nouvelles terres. Pour se perpétuer, cette méthode supposerait cependant que soient mises à la disposition de la population de grandes surfaces et que se poursuive le gaspillage de produits ligneux qu'elle implique. C'est une méthode qui est restée viable tant que la population est restée faible par rapport aux surfaces cultivables. Aujourd'hui, compte tenu de l'évolution rapide de la population ce mode de travail est devenu prédateur des ressources naturelles par la réduction des espaces cultivables. Perpétuer cette technique autour de la réser fortement du climat.

Agriculture fortement dépendante du climat

L'agriculture pratiquée est une agriculture traditionnelle qui dépend fortement des données du climat dont la pluviométrie. La période et la durée de la saison culturale sont déterminées par la distribution saisonnière des précipitations. Après le nettoyage, l'agriculteur attend les premières pluies pour la semence. Cependant, dans le secteur de Lamto, comme dans toutes les régions tropicales, la pluie est le paramètre climatique le plus limitant pour l'agriculture. L'eau qui entre dans le sol, n'est pas totalement disponible et une partie est soit utilisée par les végétaux, l'autre est soit évaporée par le sol. On appelle évapotranspiration potentielle (ETP); la quantité d'eau évaporée par le sol et par la végétation. Si le sol dispose d'eau

en abondance, sous la demande du climat le végétal est dans des conditions optimales en ce qui concerne l'eau. Lorsque l'alimentation en eau est inférieure, des autofreinages dans l'économie de l'eau apparaissent : desséchement superficiel du sol, réaction physiologique du végétal. Lorsque le déficit d'alimentation en eau n'est plus compensé suffisamment, il ya accentuation des réactions physiologiques et à partir d'un certain seuil, fanaison, puis si les conditions s'aggravent ou persistent trop longtemps, dessèchement puis mort. C'est pourquoi, les auteurs comme Franquin, 1974 ont utilisé les données pluviométriques moyennes et les valeurs de l'évapotranspiration potentielle (ETP) pour déterminer la période de culture en Afrique (**figure2**).



Selon, le modèle de Franquin, la période de culture est la période pendant laquelle la précipitation est supérieure à l'évapotranspiration potentielle (ETP). Sur la figure cette période est représentée par l'intervalle B1 à B2. Au cours de cette période la précipitation P est au dessus de l'ETP. La période de la culture ne coïncide donc pas avec le début de la saison humide. Par le calcul du déficit hydrique cumulé (DHC) nous avons pu déterminer la période de culture de la région de Lamto (**tableau 2**). En effet, cette période part du mois d'Avril au mois de Juillet. Sur cette période le DHC est positif, ce qui signifie que la précipitation est supérieure à l'ETP.

Tableau 2 : Période de culture de la région de Lamto

Mois	ETP	Précipitations	DHC
Janvier	142	21,6	-120,4
Février	144	62,5	-81,5
Mars	153	125,3	-27,7
Avril	149	153,8	4,8
Mai	148	163,3	15,3
Juin	115	196,6	81,6
Juillet	113	118,3	5,3
Août	95	64,4	-30,6
Septembre	107	141,2	34,2
Octobre	130	113,7	-16,3
Novembre	143	71,8	-71,2
Décembre	135	30,5	-104,5

Source : tableau établi à partir des données de la Station Géophysique de Lamto, 2009

A partir du tableau, la période où le DHC est positif se dégage. Celleci part du mois d'Avril au mois de juillet. Sur cette période, la précipitation est supérieure à l'ETP. Par le calcul du DHC on se rend compte que la période de culture correspond à la période de la grande saison des pluies. Une maîtrise de la période de culture conduit à une maîtrise du calendrier agricole par les riverains afin d'éviter des pertes de cultures. Cependant, la période de culture n'est que théorique, on remarque une perturbation au niveau du régime pluviométrique de Lamto. Certaines années sont plus pluvieuses que d'autres. De plus, la période où la précipitation est supérieure à l'ETP ne correspond pas toujours aux même mois (tableau 3 et 4).

Tableau 3 : La période de culture pour l'année 1996

Mois	ETP	Précipitations	DHC
Janvier	142	11	-131
Février	144	185,6	41,6
Mars	153	100,8	-52,2
Avril	149	61,4	-87,6
Mai	148	138,8	-9,2
Juin	115	175,1	60,1
Juillet	113	261,7	148,7
Août	95	78,7	-16,3
Septembre	107	36,8	-70,2
Octobre	130	128,2	-1,8
Novembre	143	9,6	-133,4
Décembre	135	19,2	-115,8

Source : tableau établi à partir des données de la Station géophysique de Lamto, 2009

Pour l'année 1996, la période de culture commence tardivement en juin. Ce qui veut dire que les riverains qui ont l'habitude de semer à partir du mois d'avril vont faire une mauvaise récolte. Non seulement, elle commence en retard mais elle s'étend seulement sur deux mois à savoir juin et juillet. La

surprise c'est le mois de février qui est un mois déficitaire en précipitations, un mois sec appartenant à la saison sèche va enregistrer un DHC positif. La précipitation de février va s'élever à 185,6 mm de pluie ce qui est supérieur à la précipitation du mois de juin (175,1mm) qui est considéré comme le mois le plus pluvieux. Cela démontre la perturbation au niveau du régime pluviométrique et par extension la perturbation agricole. L'eau tombée en février n'a pas servie car le mois de février c'est le mois qui précède la récolte. C'est également le mois de la préparation des terres pour les cultures, il n'est donc pas propice à la semence. Pour montrer que l'année 1996 n'est pas un cas isolé nous nous somme intéressée à l'année suivante c'est-à-dire 1997 (tableau 4).

ETP DHC Mois Précipitations -94,9 142 47,10 Janvier Février 144 4,10 -139,9 84,5 Mars 153 -68,5 149 178,0 29 Avril 148 78,1 -69,9 Mai Juin 115 164,6 49,6 Juillet 113 99,6 -13,495 17,70 -77,3 Août Septembre 107 59,8 166,8 Octobre 130 137,9 7,9 -97,8 Novembre 143 45,2 Décembre 135 0,0 -135

Tableau 4 : Période de culture de l'année 1997

Source : tableau établi à partir des données de la Station géophysique de Lamto, 2009

En 1997, juste après le mois d'avril qui est le début de la période culturale apparaît un mois déficitaire le mois de mai. Il va s'en dire que les cultures vont manquer d'eau et ne vont pas se développer normalement. La superposition du modèle de Franquin et des pluies montre bien l'irrégularité du début et de la durée de saison culturale. L'irrégularité des départs et de la durée de la période culturale et l'apparition des périodes sèches rendent difficile les activités agricoles dans la région. Le calcul du DHC de deux années consécutives 1996 et 1997, montre une irrégularité des départs et de la durée de la période culturale avec apparition de période sèche. Pour l'année 1996, la période de culture va de juin à juillet. Par contre, pour l'année 1997 la période de culture se limite au mois de juin. Ces deux périodes, correspondent à celles où la précipitation est supérieure à l'ETP.

Dès lors, l'extension des surfaces cultivées demeure la seule option pour ces riverains. La multiplication des cultures est aussi une solution.

## Les différents types de cultures

Il est possible de dégager un certain nombre de caractères particuliers de cette paysannerie et de cette agriculture. La première constatation sur la production même de cette agriculture. Il s'agit à la fois d'une agriculture avec culture vivrière essentiellement traditionnelle et d'une agriculture avec cultures de rente.

### Les cultures vivrières

Les produits de l'agriculture vivrière sont notamment l'igname, la banane, le manioc, et des céréales tels que le maïs et le riz. La culture la plus pratiquée est l'igname. C'est d'ailleurs la nourriture de base des populations. Elle représente 28,7% des cultures pratiquées. Elle est le plus souvent pratiquée en association avec les autres cultures (**photo 1**).

photo 1 : Champ d'igname associé à d'autres cultures



Dans le domaine du
vivrier, il n'existe pas de
monoculture. Les
cultures sont toujours
associées. Ici, sur la
photo nous pouvons
remarquer des feuilles,
d'ignames, de manioc et
de légumes tels que le
piment, l'aubergine.

Source: cliché personnel, 2012

La variété cultivée et qui est la plus prisée par les populations est l'igname tardive appelée « bètè-bètè ». Sa récolte commence vers la fin de l'année, généralement au début du mois de décembre. Après la récolte les autres cultures associées comme le manioc, la banane le taro prennent la place. A côté des cultivateurs qui sont généralement les chefs de ménage, il y a une autre catégorie de cultivateurs (les femmes) qui en dehors du champ familial ont des champs de vivriers ou de légumes destinés à la consommation et à la vente sur le marché local. Ceci, permet d'affirmer que l'activité d'agriculture concerne les deux genres hommes et femmes. Les villageois pratiquent l'agriculture d'abord pour leur survie. C'est pourquoi,

ils cultivent les produits qui rentrent dans leur habitude alimentaire. Ceci étant, ils ne peuvent s'en passer de l'agriculture. En plus de la culture des produits vivriers qui sont majoritairement destinés à la consommation des populations. Ils s'intéressent également à l'agriculture pérenne.

## Les cultures pérennes

L'agriculture pérenne concerne la culture du caféier, du cacaoyer et du palmier à huile. Dans la pratique, la culture pérenne n'est pas dissociée de la culture vivrière. Les populations pratiquent ces deux types de culture en association et en fonction des objectifs. La culture pérenne est pratiquée pour faire rentrer des devises. Les principales cultures pérennes pratiquées sont le binôme café-cacao et tout récemment l'hévéa. Le cacao est une culture d'exportation traditionnelle en Côte d'Ivoire. Dans la région de Lamto, les feux de brousse répétés causent beaucoup de dommages aux plantations. Cependant, les riverains sont loin d'abandonner cette culture. Ils tentent tant bien que mal à reconstituer leurs vergers sur de nouvelles terres. Dans les villages, la présence des fèves de cacao montre l'existence de cette activité (photo 2).

Photo 2 : séchage de fèves de cacao dans le village de N'denou



Le cacao, culture
d'exportation par excellence
de la Côte d'Ivoire est
présente dans la région. Sur
cette photo, on remarque des
fèves de cacao en séchage sur
des bâches. Le cacao est une
culture pérenne, son
développement dans la région
peut compromettre la
préservation de la réserve par
la demande de nouvelle terre
cultivable.

Source: cliché personnel, 2012

Le cacao est considéré comme la principale culture pérenne. Cependant, l'hévéa culture est aujourd'hui en plein essor dans la région. Les riverains s'intéressent de plus en plus à cette culture. Si la diversification des cultures constitue un avantage pour la population, elle constitue un danger pour la réserve. En effet, ce sont des cultures qui à la différence des cultures vivrières entrainent une mobilisation de la terre pendant des années. L'hévéa par exemple à une durée de vie de 40 à 60 ans. De plus, nous sommes dans une zone pré forestière où les feux de brousse sont fréquents. Lorsque les plantations sont détruites par les feux, les riverains sont amenés à reconstituer leur verger sur de nouvelles terres. La fréquente conquête de nouvelles terres entraîne une compétition quant à l'utilisation des terres disponibles. En outre, si les cultures vivrières peuvent se pratiquer partout en forêt comme en savane les cultures pérennes quant à elles ont besoin d'une certaine précaution. Les terres les plus fertiles sont consacrées à la culture pérenne. Avec le fréquent passage des feux de brousse les terres fertiles se raréfient dans la zone d'où la convoitise de la réserve. Si les cultures vivrières peuvent être associées, ce n'est pas le cas pour les cultures pérennes. Chaque culture à son espace. La diversité du milieu naturel et des cultures pratiquées amènent les riverains à être très entreprenants dans l'occupation des terres.

En dehors du cacao et de l'hévéa on observe également la culture d'arbres fruitiers, de pamplemoussiers, de papayers et d'orangers (**photo 3**).

Photo 3 : champ de fruits « papaye »



La culture d'arbres fruitiers fait partie des activités agricoles des riverains. Elle constitue désormais une culture de rente. Si la diversité des cultures est un moyen pour les riverains de multiplier leur source de revenu, elle demeure un problème pour la réserve face à la demande accrue de terre dans la zone.

Source : cliché personnel 2012

Les plantations d'arbres fruitiers font parties désormais du paysage agricole de Lamto. La culture d'arbres fruitiers fait désormais partie des cultures de rente. Si la diversité des cultures est un moyen pour les riverains de multiplier leur source de revenu, elle demeure un problème pour la conservation de la réserve face à la demande accrue de terre dans la zone.

La multiplication des cultures par rapport au nombre de la population riveraine ne peut qu'être inquiétant pour l'avenir de la réserve. L'augmentation de la population va de pair avec l'augmentation de la demande en terre cultivable. Au début de sa création, la réserve ne gênait personne, mais aujourd'hui, elle constitue de plus en plus une source de conflit. Autrefois éloignées du site, aujourd'hui, les plantations se situent sur les bords de la réserve. La pratique de l'agriculture est donc compromettante pour la réserve.

## Conclusion

Conclusion

La surexploitation des ressources naturelles par l'agriculture traditionnelle constitue des entraves à l'adoption d'une politique efficace visant la protection de la réserve de Lamto. L'agriculture traditionnelle caractérisée par les techniques rudimentaires et dépendante du climat est une activité consommatrice d'espace. Son développement à la périphérie de la réserve reste un problème à long terme pour la conservation de celle-ci. Autrefois, la réserve ne gênait personne ; aujourd'hui compte tenu de la demande accrue de nouvelles terres agricoles sa préservation à long terme devient compromettante. Il n'est donc pas nécessaire de demander aux riverains des efforts de conservation, il suffirait de les amener à pratiquer une meilleure agriculture. meilleure agriculture.

#### **References:**

- 1. ANONYME (1994): « vers un développement durable en Côte d'Ivoire », Novembre 1994, Document de la Banque Mondiale, 34
- 2. ANONYME (1989), MEMENTO du forestier « techniques rurales en Afrique » Centre Technique Forestier Tropical (CTFT), 3è édition
- 1989 1266 p.

  3. ATTA J.M. (2000), populations riveraines, dégradation et protection du patrimoine forestier de l'Etat : cas de la forêt classée de Beki.
- du patrimoine forestier de l'Etat : cas de la foret classee de Bekl. IGT : mémoire de maîtrise, 236p.
  4. AURELIE B. et JOIRIS D.V(2007), « Règles d'accès et gestion des ressources pour les acteurs des périphéries d'aires protégées »,
  5. BAUME G. (1991), « parc National » ou « barrière verte » : une biosphère endangerée dans la vue des populations riveraines, 88p.
  6. BROU Y.T (2005), Climat, mutation socio-économiques et paysages
- en Côte d'Ivoire.
- 7. CISSE H.D (1995), « Eléments pour une stratégie de conservation des parcs nationaux et réserves analogues ». In «Actes du séminaire sur la stratégie de conservation des parcs nationaux et réserves analogues » in « Actes du séminaire sur la stratégie de conservation

- des parcs nationaux et réserves naturelles », République de Côte d'Ivoire, Ministère de L'Agriculture et des Ressources Animales, Direction Générale des Eaux et Forêts, Direction de la Protection de
- la Nature, pages 25 à 30.

  8. CÔTE d'IVOIRE ECONOMIE (2012), Le périodique des dirigeants et leaders d'opinion. Mensuel, février 2012 N°13 26 p.
- 9. DA SILVA & GEORGES C. (1996), La station d'écologie tropicale de LAMTO: son influence sur les villages périphériques. Rapport de stage DESS FI-Aménagement et développement local p.71.

  10. DIAN B. (1985), l'Economie de Plantation en Côte d'Ivoire Forestière. Nouvelles Editions Africaines 458 p.
- 11. ETUDES et DOCUMENTS (1996), Environnement de Côte d'Ivoire plan National d'Action pour l'environnement 1996-2010 p.58.
- 12. HUMANITAIRE (2010), le Magazine de l'Humanitaire et du Développement Durable. Septembre 2010 94 p.
  13. KABALA D. M. (1994), Protection Des Ecosystèmes et
- Développement Des Sociétés : Etat d'urgence en Afrique. 14. Editions l'Harmattan 5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique 75005 Paris
- 271 p.
- 15. KABORE A. (2010), BROUSSE DES UNS ET AIRE PROTEGEE DES AUTRES, Histoire du peuplement, perception de la nature et politique des aires protégées dans le Gourma Burkinabé : l'exemple de la réserve partielle de faune de Pama, Thèse présentée à l'institut de hautes études internationales et du développement pour l'obtention du grade de Docteur en études du développement Genève (2010) p.392.
- 16. KOUAME A.D (1995), « Présentation des parcs nationaux et réserves naturelles ». In « Actes du séminaire sur la stratégie de conservation des parcs nationaux et réserves naturelles ». République de Côte d'Ivoire, Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales, Direction Générale des Eaux et Forêts, Direction de la Protection de la Nature, pages 19 à 23.
- 17. LAUGINIE F. (2007), Conservation de la nature et aires protégées en Côte d'Ivoire NEI/CEDA P.668
- 18. MONNIER Y. (1969), il était une fois, à ayérémou... un village du sud-baoulé. Annales de l'Université d'Abidjan 1969, série G, tome I fascicule I, 136 p.